



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 41 |

2023 - 241 PROJET MARTELLY
DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2023 - 239 | VALLON DE CAMPEROUSSE ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141 |
| 2023 - 240 | VALLON DE CAMPEROUSSE ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142 |

DU 5 DECEMBRE 2023

PROJET MARTELLY

DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION ET CESSION D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération consiste à approuver le déclassement par anticipation d'emprises du domaine public sis avenue du 8 Mai 1945, devant le local MONTLAUR et le parking Notre-Dame des Fleurs, afin de permettre leur cession par la Commune à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement en sa qualité d'aménageur de la ZAC, pour la mise en œuvre du projet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|----------------------|-----------------------|----------------|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L. 2141-1 et L. 2141-2,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 141-3, R. 141-4 à R. 141-10,

Considérant que le projet Martelly prévoit la prolongation du bâtiment édifié en façade du parc de stationnement Notre-Dame des Fleurs afin que la SPL Pays de Grasse Développement puisse, in fine, céder le local « Montlaur » agrandi, pour les besoins d'un futur exploitant et de créer des liaisons verticales piétonnes au sein de la façade redessinée du parking Notre Dame des Fleurs,

Considérant que les trois emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² telles qu'elles apparaissent sur le plan annexé sont issues de la parcelle cadastrée Section BE n°285 sise avenue du 8 Mai 1945,

Considérant que conformément à l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, le déclassement de ces parcelles ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par l'avenue précitée,

Considérant l'avis domanial n°2023-06069-84519 en date du 7 novembre 2023 qui estime à l'euro symbolique la valeur vénale de ces emprises,

Considérant qu'en vertu de l'ordonnance du 19 avril 2017, les collectivités territoriales disposent de la possibilité de déclasser de manière anticipée leur domaine public dès-avant leur désaffectation effective. Ainsi, l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ouvre la possibilité de déclasser et céder immédiatement une dépendance du domaine public qui est encore affectée au service public ou à l'usage direct du public, mais dont la désaffectation a d'ores et déjà été décidée. Ce déclassement anticipé doit être justifié par l'usage direct du public des biens. En outre, la désaffectation effective doit intervenir dans un délai ne pouvant excéder trois ans,

Considérant que la cession avec déclassement anticipé donne lieu à une délibération motivée de la collectivité sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent à la construction et à la réalisation du projet,

Considérant que compte tenu de l'usage direct du public des emprises susmentionnées, il est proposé de déclasser par anticipation à leur désaffectation les trois emprises issues de la parcelle cadastrée Section BE n°285 située avenue du 8 mai 1945 pour des superficies d'environ 117 m², 100 m² et 12 m² comme indiqué sur le plan annexé,

Considérant que la désaffectation effective des biens devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération conformément également à l'étude d'impact annexée,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le déclassement par anticipation, conformément aux dispositions de l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de trois emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² issues de la parcelle cadastrée Section BE 285 sise avenue du 8 Mai 1945, telles qu'elles apparaissent sur le plan annexé à la présente délibération, et conformément à l'étude d'impact également annexée,
- **DIRE** que la désaffectation effective de ces trois emprises devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération,
- **AUTORISER** la cession des emprises communales citées ci-dessus à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement moyennant le paiement de la somme d'un euro symbolique,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à effectuer toutes les démarches et formalités requises en vue :
 - de la désaffectation effective du domaine public communal et son constat
 - de la cession des emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² issues de la parcelle cadastrée Section BE 285 sise avenue du 8 Mai 1945 à la SPL Pays de Grasse Développement moyennant le versement de l'euro symbolique,
- **STIPULER** ce qui suit dans l'acte authentique de vente, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :
 - que la désaffectation des emprises cédées devra intervenir au plus tard le 5 décembre 2026 (avec une prorogation possible de 3 ans),
 - que cette désaffectation sera constatée par exploit d'huissier,
 - une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti,
 - les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le seul paiement du prix,
 - qu'aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le - 6 DEC. 2023

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023